

COMMUNIQUE DE PRESSE
relatif à la sortie du Bulletin thématique du CMC
« Investissement et Croissance »

Le Centre Marocain de Conjoncture a le plaisir de vous annoncer la parution de son Bulletin thématique n° 43 qui fait le point sur l'investissement et la croissance.

Cadre institutionnel de l'encouragement de l'investissement

Le plan de réformes engagé par le Maroc depuis les années 90 a fait appel à la libéralisation économique basée sur un désengagement progressif de l'État des activités économiques, un vaste programme de privatisation et une ouverture intense sur l'international. Le secteur privé et l'investissement international jouent un rôle essentiel dans ce processus en apportant non seulement des ressources financières, mais aussi leur contribution pour améliorer la compétitivité du pays et faciliter son intégration dans l'économie mondiale. Les pouvoirs publics ont déployé des efforts importants aux plans institutionnel, juridique, économique et financier, afin de créer un climat favorable à l'investissement.

Partenariat Public-Privé : Entre limitation des risques et bonne gouvernance

La quête permanente de l'optimisation de la gestion du service public a conduit à considérer la collaboration entre secteur public et secteur privé comme susceptible de présenter la meilleure combinaison pour la concrétisation d'une bonne gouvernance. De plus, un gain substantiel peut être obtenu dans la mobilisation des investissements lourds, tels les aéroports, les lignes ferroviaires ou encore les infrastructures énergétiques. Ce mode de gestion, souvent désigné par le vocable Partenariats Public-Privé (PPP) a été mis en œuvre tant dans les pays développés que dans les pays émergents, avec des configurations, certes, différentes mais reposant, toutes, sur l'animation d'un processus interactif d'échange entre acteurs. De ce fait, on relève une multitude de partenariat du genre avec différentes modalités d'intervention des parties prenantes et sécurisation des relations contractuelles. C'est ce même mécanisme qui a été initié au Maroc sous couvert de la loi relative à la gestion déléguée des services publics, que le droit positif marocain traduira par l'adoption de nouveaux contrats de partenariat public-privé.

L'investissement sectoriel: Stratégies compartimentées et absence de vision fédératrice

Le Maroc, tout en évoquant régulièrement les multiples facettes de sa transition (démocratique, démographique, économique, sociétale...) ne semble pas ressentir le besoin de poser un cadre de raccordement pour conduire les transformations de modes et de style, de manière harmonieuse vers les objectifs de développement durable. Cette plateforme est pourtant nécessaire pour ordonnancer les changements, de plus en plus complexes, souvent ébranlés par des crises et des mouvements de fond économiques, environnementaux et culturels. Cette posture ne permet pas d'exploiter efficacement l'initiation des actions, par manque de visibilité des orientations globales, et ne favorise guère le pilotage adéquat des dynamiques sectorielles, qui échappent rapidement aux tentatives de contrôle et d'appréciation de l'impact intégral.

Investissement public et compétitivité du secteur privé: Complémentarités et antagonismes

De nombreuses recherches, tant théoriques qu'empiriques, sur la croissance multiplient les arguments en faveur du rôle déterminant que joue l'investissement public dans le renforcement des flux de l'investissement privé en faveur du soutien de la croissance. Les investigations effectuées dans ce cadre, remettent, au centre des débats, le rôle de l'État et de la politique budgétaire dans l'élaboration et la mise en œuvre des stratégies de développement. Les réalisations des infrastructures d'accueil et de communications poussent à la mise en évidence du caractère productif de certaines dépenses publiques, dans une remise en selle de l'effet multiplicateur keynésien induit par l'interventionnisme étatique.

Les investissements directs étrangers: Quelle réponse de l'environnement des affaires ?

Le Maroc, préservé des mouvements printaniers qui ont secoué le monde arabe et relativement protégé des répercussions de la crise économique-financière mondiale, a pu afficher une stabilité et une attractivité qui ont favorisé le drainage des investissements directs étrangers (IDE). Il se place ainsi, en 2014, en sixième position au niveau du continent africain, derrière l'Afrique du Sud, le Congo, le Mozambique, l'Égypte et le Nigéria.. Il faut dire que le Royaume a bénéficié de la présence de l'unité de production Renault qui a favorisé l'implantation de nombreux équipementiers ainsi que de projets importants qui ont boosté certaines branches, particulièrement celles de l'aéronautique et de la pharmacie... D'autres secteurs contribuent, également, à cette séduction, comme c'est le cas du tourisme ou des énergies renouvelables...

Quel bilan en termes d'amélioration du climat des affaires au Maroc ?

Une corrélation positive existe entre une réglementation des affaires de haute qualité, et la création et le développement des entreprises. Des procédures législatives et réglementaires peu nombreuses et efficaces favorisent un développement économique durable des entreprises en améliorant la concurrence, favorisant la baisse des prix et stimulant l'efficacité et l'innovation. Par contre, des procédures complexes et de lourdes exigences réglementaires de conformité entravent le développement du secteur privé et la croissance des entreprises et dévient des ressources qui pourraient être allouées à l'appareil productif.

Au cours des dix dernières années, depuis l'introduction d'une première directive sur la simplification administrative, le gouvernement marocain a engagé des efforts considérables pour améliorer l'environnement des entreprises

privées en matière de réglementation. La simplification administrative a été menée parallèlement à la réforme de l'administration de l'État, afin d'améliorer la qualité de l'environnement des affaires dans son ensemble.

La Lutte contre la corruption: Élément essentiel de la stabilité économique

Il est communément admis que la corruption augmente les coûts des transactions commerciales et restreint la libre concurrence. Elle peut avoir un impact majeur sur le bon fonctionnement des instances étatiques et sur la croissance. La corruption est aussi un facteur d'inégalité de revenus. Les élites peuvent en effet être tentées d'utiliser leurs prérogatives pour (faire) manipuler les décisions économiques à leur propre bénéfice. Les ressources qui passent du public au privé au travers d'actes de corruption constituent une perte de fonds publics nécessaires au développement économique (infrastructure, éducation, services publics).

Notons qu'il ne s'agit souvent pas d'une simple perte équivalente au moment d'un pot-de-vin. Certains projets sont en effet seulement motivés par la corruption ; on assiste alors à la réalisation de projets sans aucune utilité pour la communauté. Parfois, le projet est tellement mal conçu en raison de la corruption qu'il met aussi en danger la vie de la communauté censée bénéficier d'un investissement

L'Accès au financement au Maroc: État des lieux et perspectives

Il existe une corrélation positive entre le développement du secteur financier et la croissance économique. En effet, un secteur financier dynamique contribue à l'amélioration des résultats économiques en dirigeant des ressources vers des projets appropriés, en stimulant l'épargne et l'investissement et en réduisant les coûts de transaction.

L'un des objectifs clés des politiques économiques et des réformes qui ont été poursuivies par le gouvernement marocain depuis plusieurs années a été de diversifier l'économie et d'accroître le rôle du secteur privé, notamment à travers le développement du secteur financier et l'accès au financement, en particulier pour les petites et moyennes entreprises.

L'Économie numérique : En attente d'une stratégie Publique

L'investissement dans le numérique est porteur d'externalités positives pour l'économie dans son ensemble. De ce fait, les pouvoirs publics adoptent souvent des politiques publiques centrées sur la promotion de l'économie numérique et notamment le haut débit. De telles stratégies sont d'autant plus nécessaires que le développement rapide de la société de l'information n'a pas permis de résorber la fracture numérique entre pays ni, à l'intérieur des pays, entre zones urbaines et zones rurales.

Les déficits de la stratégie numérique du Maroc pourraient expliquer les pertes de positions, quoique non régulières, du pays dans le classement international sur la société de l'information, à la 96e place sur 166 pays en 2013.

La nouvelle stratégie numérique à horizon 2020, annoncée pour décembre 2014, n'est toujours pas adoptée. L'économie et la société marocaines sont pourtant en attente d'une telle stratégie.

Dynamique d'investissement : Les scénarios de formation de capital à l'horizon 2020

Le comportement de l'investissement est appréhendé suivant les schémas analytiques usuels en relation avec les critères de rentabilité que l'on rattache le plus souvent à l'évolution de l'activité, au niveau de profitabilité ainsi qu'aux conditions de financement. La difficulté à cerner ces éléments dans toute leur complexité conduit à l'utilisation des approches plus synthétiques centrées sur la dynamique de croissance et ses déterminants tant d'un point de vue global que sectoriel. L'application de ce type d'approche au cas du Maroc aboutit à des configurations de l'investissement à l'horizon 2020 assez contrastés suivant les scénarios de projection retenus. Dans le cas du scénario de faible croissance avec un effort d'investissement réduit, la création de capacité à l'horizon 2020 devrait se limiter à 323 Milliards de DH, en hausse d'à peine 1,4 % par rapport à l'année de base. Pour le scénario tendanciel qui maintient l'effort d'accumulation à son niveau actuel, l'investissement global devrait atteindre 356 Milliards de DH à l'horizon 2020, en hausse de 3 % par an sur la période de projection. L'intensification de l'effort d'accumulation conjugué à l'amélioration de l'efficacité des investissements retenus dans le scénario alternatif de forte croissance conduirait à un volume d'investissement de 428 Milliards de DH à l'horizon de la projection, en hausse de 6,2 % par an. Les projections par secteur d'activité basées sur l'évolution des besoins font ressortir des résultats comparables à ceux de l'approche globale.

Le capital immatériel : Une richesse qui reste à défricher

De tous temps, l'évaluation de la richesse des nations a constitué une préoccupation majeure des économistes. Les indicateurs proposés ont toujours été critiqués, parce que trop restrictifs ou exclusivement quantitatifs ou encore non adaptés aux spécificités du territoire considéré. Après le PIB en valeur, en volume et en parité de pouvoir d'achat, des tentatives ont été faites pour donner plus d'objectivité et à cet indicateur, en l'associant à des qualités de vie par l'introduction de caractéristiques sociodémographiques ou des particularités liées au genre... Les classements des pays selon l'indice de développement humain, la parité du pouvoir d'achat et autre classement sexospécifique ne permet toujours pas de réaliser des comparaisons irréprochables entre nations. C'est dans ce contexte que s'est développée une nouvelle méthodologie, d'appréciation de la richesse des nations, proposée par la Banque mondiale, pour mesurer le patrimoine immatériel

*Pour toutes informations complémentaires, veuillez contacter le CMC au 0522 39 50 72 à 75
Email: cmconjoncture@menara.ma - Internet : www.conjoncture.ma*